

REFERENCE OCCDP-01001-COUEH
MANIFESTATION D'INTERET SPONTANE

EDF HYDRO CENTRE

AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE COUESQUE - MONTEZIC

Publication Préalable à une occupation temporaire du domaine public concédé
sans exploitation économique

- **Concession concernée :** Couesque – Montézic
- **Tiers demandeur :** SDIS de l'Aveyron et Commune de Saint Hippolyte
- **Type d'occupation projetée :**
 - Mise à disposition d'un point d'eau incendie pour le SDIS 12 afin d'assurer le défense extérieure contre l'incendie ;
 - Travaux d'amélioration de la rampe d'accès à la vasque d'eau à l'aval de l'usine hydroélectrique de Couesque, utilisée comme point d'eau incendie. Travaux prévus du 13/04/2026 au 17/04/2026.
- **Localisation :**
 - **département :** AVEYRON
 - **commune :** Saint Hippolyte
 - **références cadastrales et éventuellement localisation à l'intérieur de celle(s)-ci :**

COMMUNE	SECTION	PARCELLE	OBSERVATIONS
Saint-Hippolyte	E	0519	Rampe d'accès à la vasque d'eau en aval rive droite de l'usine de Couesque
Saint-Hippolyte	E	Emprise non cadastrée	Vasque d'eau en aval rive droite de l'usine de Couesque

– **surface projetée à l'occupation :**

- **Redevance :**
 - Redevance annuelle d'occupation en application de l'article L2125 du CG3P
- **Date d'effet de l'occupation projetée :** à la date de signature de toutes les parties
- **Date d'échéance de l'occupation projetée :** durée de 3 ns à partir de la date de signature des parties

Sélection du ou des cas concerné(s) : (1 ou 1+2 ou 1+3)

1- Occupation suite à une manifestation d'intérêt spontanée (L2122-1-4 du CG3P)

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, lorsque la délivrance du titre mentionné à l'article L.2122-1 intervient à la suite d'une manifestation d'intérêt spontanée, l'autorité compétente doit s'assurer au préalable par une publicité suffisante, de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrente.

Tout porteur de projet concurrent pour l'occupation de tout ou partie de l'espace susvisé couvrant la période indiquée peut se manifester **jusqu'au 02/04/2026** en contactant :

Contact :

EDF Hydro Lot Truyère
Monsieur Jean-Yves DABERNAT
14 Avenue du Garric - 15000 AURILLAC
Tél : 06.85.54.15.04

2- Occupation de courte durée ou avec un nombre d'autorisations non limité (L2122-1-1, 2^{ème} alinéa du CG3P)

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, lorsque l'occupation ou l'utilisation autorisée est de courte durée ou que le nombre d'autorisations disponibles pour l'exercice de l'activité économique projetée n'est pas limité, l'autorité compétente n'est tenue que de procéder à une publicité préalable à la délivrance du titre, de nature à permettre la manifestation d'un intérêt pertinent et à informer les candidats potentiels sur les conditions générales d'attribution.

Motif(s) retenu(s) et considérations (s) :

Référence réglementaire		
<input type="checkbox"/>	L2122-1-1 alinéa 2	Occupation ou l'utilisation autorisée de courte durée
<input type="checkbox"/>	L2122-1-1 alinéa 2	Le nombre d'autorisations disponibles pour l'exercice de l'activité économique projetée n'est pas limité,

3- Considérations de droit et de fait dérogatoires à la procédure de sélection préalable prévue au L.2122-1-1 (L2122-1-3 du CG3P)

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, lorsqu'elle fait usage de la dérogation prévue à l'article susvisé, l'autorité compétente rend publiques les considérations de droit et de fait l'ayant conduite à ne pas mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L.2122-1-1.

Motif(s) retenu(s) et considérations (s) :

Référence réglementaire		
<input checked="" type="checkbox"/>	L2122-1-3 1°)	Une seule personne est en droit d'occuper la dépendance du domaine public en cause ;
<input type="checkbox"/>	L2122-1-3 2°)	Le titre est délivré à une personne publique dont la gestion est soumise à la surveillance directe de l'autorité compétente ou à une personne privée sur les activités de laquelle l'autorité compétente est en mesure d'exercer un contrôle étroit ;
<input type="checkbox"/>	L2122-1-3 3°)	Une première procédure de sélection s'est révélée infructueuse ou une publicité suffisante pour permettre la manifestation d'un intérêt pertinent est demeurée sans réponse ;
<input type="checkbox"/>	L2122-1-3 4°)	Les caractéristiques particulières de la dépendance, notamment géographiques, physiques, techniques ou fonctionnelles, ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation le justifient au regard de l'exercice de l'activité économique projetée ;
<input type="checkbox"/>	L2122-1-3 5°)	Des impératifs tenant à l'exercice de l'autorité publique ou à des considérations de sécurité publique le justifient.

Considérations de faits :

Accessibilité d'un point d'eau incendie pour permettre au SDIS 12 d'alimenter leurs véhicules en eau rapidement afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie ainsi que de préserver les ressources en eau potable, notamment durant les périodes estivales où leur disponibilité est limitée.